

DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1^{ER} ET DU 2^E CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023
VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : **Avignon Université**

Établissement(s) co-accrédité(s) :

Master mention Politiques Publiques	
Caractérisation de la formation	
Intitulé de la formation	Master mention Politiques Publiques Nomenclature nationale
Type de cursus	Master
Parcours	Parcours Politiques sociales Parcours Gouvernance des données
Lieu(x) de la formation	Avignon Université
Évolution de la formation	Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)
Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation	

<p>Actions envisagées pour chaque recommandation, modalités de mise en œuvre</p>	<p>Parcours Politiques sociales de l'ancienne mention Sciences Sociales :</p> <p>Recommandations et réponses</p> <p>Les points perfectibles du master Politiques sociales, identifiés par le comité HCERES, avaient déjà pour partie été repérés par l'équipe pédagogique, à l'occasion de son renouvellement à la rentrée 2021 et lors de la rédaction du dossier d'auto-évaluation. Ces deux éléments ont été l'amorce d'une refonte approfondie du master, dans ses maquettes et dans son positionnement disciplinaire. Les nouvelles maquettes pour le M1 et le M2 ont été présentées à la validation de la CFVU au printemps 2022, pour une entrée en vigueur en septembre 2022 en M1 et en septembre 2023 pour le M2. Le repositionnement disciplinaire aboutit à la proposition développée dans le présent document de changement de l'actuelle mention "Sciences sociales" pour une mention "Politiques publiques", plus en phase avec la dynamique actuelle de repositionnement du master sur les enjeux de pilotage et de gouvernance des politiques sociales.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Restructurer la maquette pour limiter les cours à très faible durée et s'engager résolument dans la démarche pédagogique (revoir le nombre et les modalités d'évaluations). <p>La nouvelle organisation de la formation prévoit des maquettes semestrielles qui conservent l'identité de la formation (stages, ateliers de professionnalisation, etc.). Les petits volumes de cours (inférieurs à 12h) ont été supprimés pour limiter le nombre d'évaluations. Il reste quelques cours dont les volumes sont inférieurs à 12h, qui correspondent aux modules d'accompagnement proposés par la Bibliothèque Universitaire(B.U) ou à l'accompagnement à la recherche de stage. Les enseignements dits de professionnalisation ont été regroupés dans des modules aux volumes horaires plus conséquents, l'un consacré à l'entrepreneuriat social, l'autre à l'action publique locale. Une réflexion est en cours pour organiser des évaluations communes pour des cours appartenant à la même UE ; notamment au travers de projets d'enquête transversaux, comme celui initié de façon expérimentale dès la rentrée 2022 entre 4 UCE du M1 et portant sur les dispositifs de "Responsabilité populationnelle". Enfin, et plus globalement, le travail de restructuration a également permis d'"alléger" le volume d'enseignement de près d'une centaine d'heures.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Mettre en œuvre une politique de mobilité internationale des étudiants (au moins sous forme de workshops). <p>L'internationalisation du master Politiques sociales passe actuellement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accueil chaque année d'étudiants étrangers (entre 1 et 4 selon les années), en accès direct depuis l'étranger ou dans la poursuite d'études précédemment commencées en France. - l'enseignement obligatoire de l'anglais à chaque semestre, dans le cadre d'un cours thématique sur les enjeux des politiques sociales, "Social issues and policies", commun en M1 et M2, de façon à permettre l'organisation de groupes de niveaux. <p>Bien que les dispositifs de mobilité internationale n'aient pas été sollicités par les étudiants sur la période évaluée, nous avons eu deux demandes de césure en 2021-2022 pour des projets de</p>
--	--

mobilité internationale. Suivant les recommandations du comité d'experts HCERES, les étudiants seront sensibilisés aux possibilités de mobilité internationale lors des réunions de rentrée en M1 et en M2, par une intervention de la Maison de l'International, ainsi que dans le cadre des cours de langue.

3. Envisager le passage à l'apprentissage au moins en M2 afin d'améliorer l'insertion professionnelle vers les entreprises et pas uniquement vers les secteurs public et parapublic.

Également identifiée lors du renouvellement de l'équipe pédagogique à la rentrée 2021, l'ouverture à l'alternance en formation initiale, et non pas seulement en formation continue, a fait l'objet d'un travail en collaboration avec le Service de Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV) pour la mise en œuvre de contrats de professionnalisation (à destination des étudiants de M2 en FI) ; contrats qui présentent l'intérêt d'être tout spécialement consacrés aux structures (lucratives ou non) du secteur privé. C'est ainsi que dès la rentrée 2022, 3 étudiantes en FI (sur une promotion de 14) ont pu effectuer leur M2 en alternance. Par ailleurs, et dans l'attente de l'issue de la réflexion engagée au sein de l'équipe pédagogique au sujet de la pertinence d'une ouverture à l'apprentissage, l'option des stages longs alternants (de septembre à juillet) seront mis en œuvre à destination des structures publiques (qui ne peuvent bénéficier des contrats de professionnalisation) : 1 convention de stage de ce type a déjà été établie pour une étudiante de M2 dès la rentrée 2022.

Parcours Gouvernance des données de l'ancienne mention Innovation, Entreprise, Société (IES) :

Recommandations et réponses

- 1) Réfléchir au rattachement du parcours à une mention à l'intitulé plus pertinent, voire à la réunion des parcours Gouvernance des données et Droit et numérique (master Droit) au sein d'une même mention pour en faire un marqueur fort de l'offre de formation d'Avignon Université.

L'identité de la mention IES constitue en effet un handicap important de cette formation en Gouvernance des données, en termes d'identification par les étudiants de licence au moment du recrutement et les employeurs pour l'insertion professionnelle. Cette mention de management de l'innovation assez généraliste ne correspond qu'à une partie de notre formation en Gouvernance des données (GD) et attire jusqu'ici davantage des étudiants de sciences économiques et de gestion qui s'attendent à une formation en datascience ou data marketing, alors que nous souhaitons privilégier les prérequis en droit, sciences sociales et « sciences and technologies studies ». Bien que nous ayons été intégrés à la master-chain d'harmonisation de la fiche RNCP IES en 2020, nous constatons que cette dernière ne permet plus de faire valoir l'approche en blocs de compétences qui avait présidée à la création du parcours en 2018 (Compétences réglementaires en droit des données, conformité et sécurité ; Compétences de pilotage des données, optimisation, valorisation ; Compétences d'ouverture des données publiques).

Recommandé par le comité d'expertise, un rattachement à une mention de Droit du numérique avec le parcours Droit & numérique n'est cependant pas envisageable, compte tenu de la dimension pluridisciplinaire du programme : malgré la part importante d'enseignements juridiques, qui représentent le tiers des enseignements, le parcours n'a pas

	<p>vocation à former des généralistes du droit ; la formation n'est ainsi pas en mesure de répondre aux exigences d'un master de droit stricto sensu qui ouvre par définition au concours des professions réglementées ; par ailleurs, le parcours Droit & numérique d'AU rejoint une mention Droit du numérique co-accréditée à Aix-Marseille Université de laquelle notre parcours GD reste éloigné.</p> <p>Suggéré par ailleurs, dans le contexte compliqué de ce champs de formation à AU, un rattachement en sciences de gestion n'est pas non plus possible, contrairement à ce que pourrait laisser croire l'intitulé "gouvernance des données" : celui-ci n'est pas ici exactement équivalent au management des données, l'intitulé "gouvernance des données" renvoyant désormais, dans les grandes entreprises, à une stratégie pour gérer les données, leur flux, leurs accès, leur stockage, leur mise à jour, et leur consommation, afin d'en optimiser la valeur et l'efficacité de traitement. Cette dimension n'est pas absente de la formation, mais notre approche dépasse largement ces enjeux au profit d'une approche plus englobante du gouvernement des données numériques publiques et privées, dans et pour l'espace public et l'ensemble des organisations (entreprises, ong, administrations, collectivités).</p> <p>Après un minutieux examen de la nomenclature disponible, l'équipe pédagogique a choisi la mention Politiques Publiques, pour la souplesse avec laquelle elle permet de maintenir la dimension très pluridisciplinaire en droit, sciences économiques et science politique, mais aussi en management public, notamment pour le recrutement étudiant dans les licences de droit, science politique et AES particulièrement, d'une part, et parce qu'elle correspond sur le fond à l'ajustement des objectifs d'une formation professionnalisante, par et à la recherche, davantage centrée à la fois sur la gouvernance publique des données (RGPD, DMA, DSA, DA...) et sur la régulation des données publiques (open data) et leurs enjeux et effets sociaux, économiques et politiques. La gouvernance des données fait désormais l'objet d'une véritable politique publique à l'échelle européenne et dans ses déclinaisons nationales, dont ce parcours a vocation à former les cadres administratifs et l'ensemble des acteurs de son accompagnement dans le secteur privé.</p> <p>2) Renforcer la visibilité de la formation par une présence sur les salons et dans la presse spécialisée, notamment.</p> <p>Le master, dans la foulée de son ouverture à l'apprentissage, a été présenté lors de salons de l'apprentissage à Marseille. Il n'est pas apparu de réelle plus-value en termes de communications à cet investissement. L'identification du ou des salons pertinents pour toucher un plus vaste public étudiant reste encore à faire. Une campagne de publicité ciblée en ligne a également été organisée, en période COVID, afin de pallier l'absence de salons à cette période. A nouveau, l'étude d'impact de cet investissement ne pousse pas à renouveler l'expérience. Côté employeur, la formation semble en revanche bien identifiée, comme en témoigne le nombre important de sollicitations reçues de structures, de toutes tailles, proposant directement et sans sollicitation de notre part des contrats d'apprentissages ou des stages, en nombre supérieur aux effectifs étudiants, et ce tant dans le domaine de la protection des données que de l'ouverture des données.</p> <p>3) Profiter du programme EMILDAI pour définir, précisément, une politique ambitieuse en termes de mobilité internationale pour les étudiants, et mobiliser, si possible, le programme Formasup Apprenticeship for Mobility in Europe (FAME) proposé par le CFA Epure Méditerranée.</p>
--	---

	<p>La GD fait explicitement référence à la dimension internationale de l'Internet, des géants du numérique mais aussi à l'échelle pertinente de la régulation des pratiques numériques dans la communication, la production et le commerce, la surveillance, la connaissance, la décision, etc. L'internationalisation de la formation repose d'abord sur la part significative de recrutement à l'étranger (Campus France) depuis 2018. L'intégration de la formation dans EMILDAI vise à court terme à développer les flux entrants d'étudiants étrangers recrutés en M1 à Dublin et répartis pour leurs M2 entre Pise, Léon et Avignon. Ce programme qui démarre en 2022-2023 a vocation à développer des échanges réciproques à l'issue d'un premier cycle d'expérimentation, dans le cadre d'une nouvelle accréditation par la Commission européenne, si tous les partenaires s'y engagent. L'internationalisation de l'apprentissage reste à ce stade à l'état de réflexion, tant que notre offre pédagogique ne permet pas une alternance effective à distance.</p>
Évolution du projet de la formation	
<p>Formation en renouvellement avec une restructuration importante ou en création issue d'une restructuration</p> <p>Préciser les évolutions et les améliorations par rapport à la précédente période, dans les domaines suivants (cf. DA01, trame de présentation du dossier</p>	<p>La restructuration importante consiste à faire converger sur une seule et même mention Politiques Publiques, les deux parcours uniques des mentions Sciences sociales ("Politiques sociales") et Innovation, Entreprise, Société ("Gouvernance des données"). Ce rapprochement sous une même mention Politiques publiques est grandement facilité par le large recoupement des équipes pédagogiques (en science politique, sciences économiques, gestion et droit) des deux masters. Il répond à des nécessités de réorientation spécifiques à chacune de ces formations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le parcours Politiques sociales (Mention Sciences sociales) s'est engagé suite au renouvellement de son pilotage pédagogique en 2021 vers la construction d'une offre de formation plus nettement portée sur l'analyse de l'action publique dans ses dimensions notamment partenariales et territoriales. Aussi, ce changement de mention ne constitue-t-il qu'une mise en conformité de l'inscription de cette formation avec ce nouveau positionnement pédagogique. - Les réflexions engagées au sein du parcours Gouvernance des données a conduit l'équipe pédagogique à identifier la gouvernance publique des données (RGPD) et la gouvernance des données publiques (Open data), ainsi que la combinaison des deux, comme constituant les axes les plus distinctifs de l'offre de formation émergente au plan national. C'est ainsi que s'est imposé l'abandon de la Mention Innovations, entreprises, sociétés, très peu adaptée au parcours GD, au profit d'un rattachement à la mention Politiques publiques. La création d'une mention spécifique à l'établissement AU en Gouvernance des données a constitué une autre hypothèse de travail avec la vice-présidence aux formations. L'équipe pédagogique reste sur ce point à l'écoute des experts de l'HCERES et du ministère. <p>La convergence des deux parcours sur cette mention commune ne donnera cependant que progressivement lieu, sur la durée du contrat, au rapprochement des maquettes sur le socle commun de connaissances et de compétences. Ce processus sera favorisé :</p>

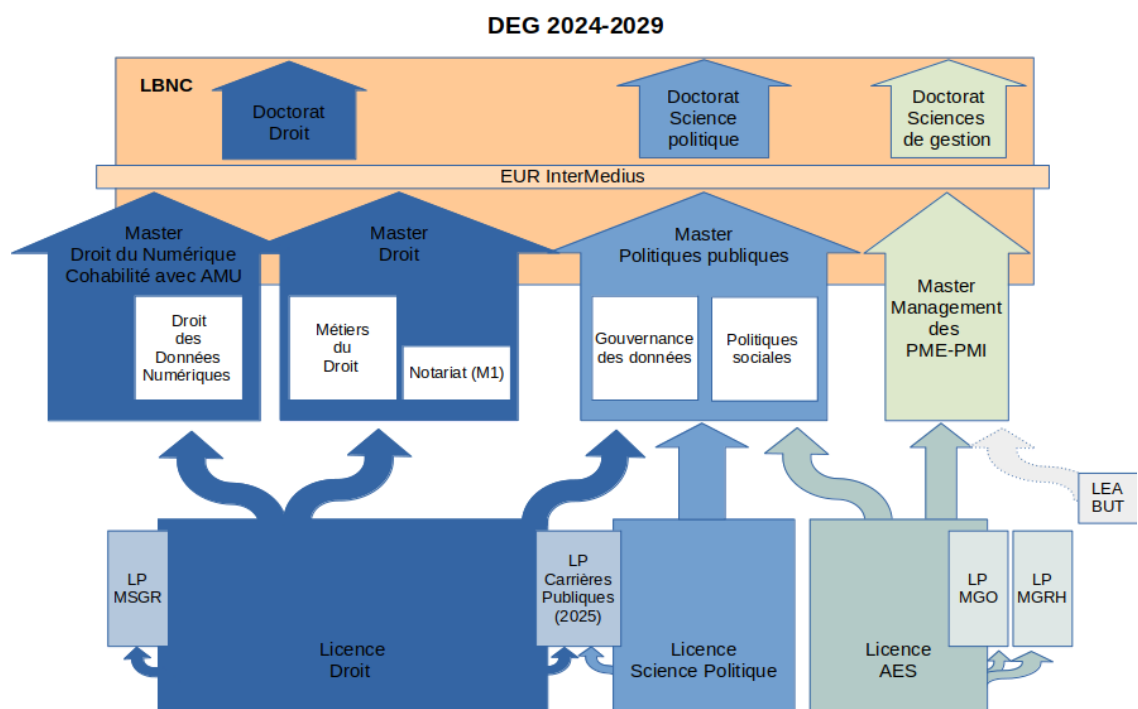
d'accréditation) :

- par l'introduction significative dans l'offre de formation du parcours Politiques sociales des enjeux relatifs à la numérisation de l'action publique et aux modalités juridiques et statistiques de traitements des données à caractère personnel ou non.
- par le consensus au sein de l'équipe pédagogique sur la nécessité de renforcer, de façon transversale à cette nouvelle Mention Politiques publiques, l'offre de formation à et par la recherche et les modalités de cette dernière (Méthodologie du mémoire de recherche, cycles de conférences en collaboration avec le laboratoire Biens, Normes, Contrats (LBNC), projets tutorés des deux parcours sur des sujets transverses à la gouvernance des données et aux politiques sociales dans l'esprit de quelques expériences concluantes au cours du précédent quinquennal etc.)

Toutefois, plusieurs paramètres s'opposent à la mutualisation immédiate des enseignements, notamment les modèles différents d'alternance mis en œuvre par les parcours Politiques sociales (à destination des publics de la formation continue ou en contrats de professionnalisation alternant par demi-semaine) et Gouvernance des données (contrat d'apprentissage alternant par quinzaine).

- **cohérence et complémentarité de la formation avec les formations voisines au sein d'un cycle et entre cycles, continuum de formation ;**

Cette restructuration participe à la clarification des filières de formation de l'UFR DEG, ou, à côté des continuums en droit (licence + 2 masters) et en sciences économiques et de gestion (licence AES + 1 master), cette mention Politiques Publiques a vocation à accueillir, dans ses deux parcours, à la fois les étudiants de la future licence de science politique et une partie de ceux de la future licence AES renouvelée, selon le schéma ci-dessous :



- **adossé de la formation à la recherche ;**

Les deux parcours ont vocation, sur la durée du contrat, à converger sur un socle de connaissances et de compétences communes, notamment méthodologiques dans le cadre du renforcement de la formation à la recherche scientifique.

Parcours Politiques sociales :

En plus de la réalisation d'un mémoire de recherche appliquée en M2, et des enseignements actuels appuyés sur la formation par la recherche (projets tutorés, techniques d'enquête notamment), nous avons prévu dans la nouvelle maquette un cycle obligatoire de conférences scientifiques, commun au M1 et au M2, adossé au laboratoire LBNC, sur le modèle développé précédemment par le master Gouvernance des données. L'objectif à court terme est de mettre en place, en collaboration avec le LBNC, un cycle annuel de conférences de la mention Politiques publiques qui donnerait lieu à une programmation en trois parties : 2 conférences portant sur des enjeux caractéristiques de la gouvernance des données (notamment RGPD et Open data), 2 autres ayant davantage trait aux problématiques du parcours politiques sociales (principalement action publique locale et ESS) et 2 dernières conférences ciblant les enjeux-passerelles réunissant les deux parcours (comme par exemple la numérisation de l'action publique). Les étudiants de chaque parcours seront ainsi invités à assister aux conférences de leur parcours spécifique ainsi qu'aux conférences transversales.

A l'instar du comité d'experts HCERES, l'équipe pédagogique a effectivement perçu le potentiel, en termes de formation à et par la recherche, que constituerait la mise en œuvre de stages en lien avec le LBNC, et tout particulièrement à destination des M1. La raison en est double : il s'agit de maintenir l'enjeu de professionnalisation auquel répond le stage long à effectuer en M2, tout en repérant au plus tôt les potentielles dispositions à la recherche de certains étudiant.e.s de master et ainsi préparer au mieux une éventuelle poursuite d'études après le master qui aille en ce sens. Deux conventions de stage avec le LBNC en lien avec la tenue du Colloque du Réseau Interuniversitaire de l'ESS à Avignon en mai 2022 sont en cours d'établissement pour l'actuelle promotion (14 étudiants) 2022-2023.

Parcours Gouvernance des données :

Le S4 intègre une UE Social data science, incorporant un cours d'Humanité numérique et digital methods et un projet tutoré de recherche. Les étudiants de M2 réalisent tous un mémoire de M2 destiné à valider les compétences académiques (identification d'un objet, problématisation, établissement d'une méthodologie, recherche documentaire et empirique, rédaction, référencement...). 18 (56%) enseignants-chercheurs de droit, science économique, science politique, science de gestion et informatique d'Avignon Université et 2 doctorants en droit et en informatique, participent à la formation. Les chercheurs du LBNC et du LIA sont associés aux projets tutorés de recherche, qu'ils proposent et animent en lien avec leurs programmes de recherche en cours. Le cours d'Humanité numérique et digital methods intègre les enjeux déontologiques des traitements de données notamment du point de vue de la protection des données personnelles et sensibles. La BU et le LBNC mènent une politique d'acquisition de toutes les ressources documentaires nécessaires à la formation. Les stages au S2 notamment pour les

non apprentis offrent aux étudiants la possibilité d'intégrer des projets de recherche de l'équipe selon les besoins de ces derniers.

- **prise en compte des besoins socio-économiques du territoire dans l'identification des débouchés, de la finalité et des contenus de la formation ;**

Parcours Politiques sociales :

Faisant suite aux recommandations du comité d'experts HCERES, nous essayerons de formaliser plus officiellement les collaborations avec nos partenaires socio-économiques, ainsi que d'analyser un peu plus finement les débouchés et retombées positives de ces partenariats sur notre offre de formation. En appui sur le conseil de perfectionnement du master, nous envisageons notamment à court terme la constitution d'un annuaire des structures partenaires et/ou liés au réseau des anciens.

Parcours Gouvernance des données :

Même si les compétences développées par le master amène à distribuer les étudiants sur l'intégralité du territoire français, l'apprentissage ainsi que les stages offrent l'opportunité aux étudiants d'apporter leurs compétences dans les structures publiques comme privées du territoire (64% des apprentis le sont dans un périmètre de 150 km autour de l'université). Par ailleurs le master a été élaboré en collaboration avec deux acteurs économiques du secteur qui nous permettent de rester à jour dans l'identification des débouchés et besoins. L'association des étudiants du master gouvernance des données nous permet par ailleurs de maintenir un lien avec les anciens étudiants, désormais acteurs des données dans une multiplicité de structures. Enfin, le séminaire Acteurs du numérique vise à accueillir dans notre formation des témoins particulièrement avisés des évolutions de cet espace, de ses besoins, et ainsi de faire évoluer l'offre de formation. Ces démarches nous ont ainsi incité à renforcer les compétences en cybersécurité et intelligence économique, mais aussi sur la thématique des enjeux environnementaux du numérique, en offrant de nouveaux cours aux étudiants sur ces questions.

- **préparation à l'insertion professionnelle ;**

Parcours Politiques sociales :

En plus des stages obligatoires, de cinq semaines en M1 et de trois mois en M2, la préparation à l'insertion professionnelle des étudiants peut s'appuyer sur les modules qui encadrent la recherche du stage, dont la finalité est avant tout de favoriser l'insertion sur le marché du travail, en dotant dès le départ les étudiants des outils efficaces pour une recherche d'emploi : connaissances et usages des outils des réseaux sociaux et des réseaux des diplômés du master, maîtrise du CV et de la lettre de motivation, préparation aux prises de contact et aux entretiens de recrutement, etc. Par ailleurs, ces modules d'accompagnement forment les étudiants à la production d'une expertise technique qui désigne, dans les secteurs d'action sociale concernés, la production articulée de diagnostics sectoriel, territorialisé et organisationnel. Des ateliers de professionnalisation (de connaissance du monde de l'entrepreneuriat social et de celui des collectivités locales) sont partie intégrante de la maquette, ainsi que des présentations métier assurées par des anciens diplômés du master. Nous réfléchissons au développement

	<p>d'un module, optionnel, de préparation aux concours de la fonction publique, en lien avec le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Vaucluse.</p> <p>Parcours Gouvernance des données :</p> <p>La préparation à l'insertion professionnelle est assurée en collaboration avec Fanny Vincey (IE service de la Formation Tout au Long de la Vie) qui accompagne les étudiants à la recherche et signature de contrat d'apprentissage. Des stages obligatoires de trois mois pour les non apprentis permettent de généraliser à tous cette nécessité d'insertion sur le marché du travail. Un module de professionnalisation est par ailleurs assuré afin d'accompagner les étudiants dans leurs démarches (utilisation des réseaux sociaux, rédaction de CV et de lettre de motivation, préparation aux échanges formels avec les professionnels et aux entretiens de recrutement, etc.). Enfin, les projets tutorés du S2 sont proposés aux étudiants et encadrés par des acteurs du territoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● organisation pédagogique des formations : démarche d'alignement pédagogique, mise en œuvre de l'approche par compétences ; <p>Parcours Politiques sociales :</p> <p>Dans la lignée de la refonte de la maquette du parcours, une réflexion de fond va être organisée, via la mise en place d'un groupe de travail, autour de la mise en œuvre de l'approche par compétences. L'objectif de cette réflexion sera de proposer un meilleur ajustement entre les objectifs d'apprentissage et les activités pédagogiques et évaluatives, tout en s'orientant vers une mutualisation des évaluations de plusieurs enseignements, dans un cadre professionnalisant.</p> <p>Parcours Gouvernance des données :</p> <p>Les cadres de l'approche par compétences ont été mis en œuvre dès la création du master pour structurer la maquette. Quatre blocs de compétences ont été délimités : droit des données, digital business, et open data, ainsi qu'un bloc transversal. Une réflexion est engagée pour multiplier l'organisation des situations évaluatives communes à plusieurs enseignements (dossiers, podcasts, grands oraux), bien que certaines de ces initiatives aient déjà été prévues et réalisées dès la création du master (journée de restitution des projets tutorés de groupe par exemple). L'objectif de ces réflexions est de renforcer l'alignement pédagogique de l'ensemble de la formation, en pensant, dès le démarrage de la formation, l'adéquation des activités pédagogiques et des évaluations avec les objectifs d'apprentissage.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● flux attendus ; <p>Parcours Politiques sociales (hors CAFERUIS) : 20 M1 et 25 M2. En M2, le nombre de places est supérieur pour pouvoir permettre l'accès aux publics relevant de la formation continue.</p> <p>Parcours Gouvernance des données : 25 M1 et 25 M2</p> <ul style="list-style-type: none"> ● débouchés attendus en matière d'insertion professionnelle et de poursuites d'études.
--	--

	<p>Parcours Politiques sociales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Postes d'encadrement et de responsabilité opérationnelle et fonctionnelle dans des organismes publics et parapublics (administrations déconcentrées, agences, collectivités locales, etc.), ou dans des structures privées de l'économie sociale et solidaire (associations d'aide à la personne, entreprises d'insertion ou adaptées, etc.). • Concours administratif de niveau A. • Cadre spécialisé.e dans l'action sociale territoriale • Cadre polyvalent.e des organismes sociaux décentralisés • Directeur / directrice ou cadre gestionnaire des établissements des secteurs médicosocial ou sanitaire et social • Chargé.e d'insertion • Chargé.e de mission dans des structures de service à la personne, du logement social ou du développement social • Consultant.e dans le secteur de l'action sociale ou de l'ESS • Poursuite d'études en doctorat de science politique <p>Parcours Gouvernance des données :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délégué.e à la protection des données • Chargé.e de mission Open Data • Directeur.rice, administratrice.teur de données (CDO) • Auditeur.trice et conseil RGPD • Expert.e et auditeur.rice en gestion et gouvernance des données numériques • Analyste des données • Ingénieur.e cybersécurité • Software asset manager • Poursuite d'étude en doctorat de droit ou science politique
--	--